



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

CIRCULAIRE AUX ORGANISATIONS

N°13 du 14 février 2024

Destinataires :

- . Bureau national
- . Fédérations
- . URI
- . UD
- . Secrétaires confédéraux

La stratégie de la CFDT pour les élections européennes 2024

Les élections du Parlement européen qui se dérouleront le 9 juin 2024 marqueront à la fois une étape cruciale pour l'avenir de l'Europe et un temps fort pour l'engagement européen de la CFDT. Cette circulaire a pour objectif de présenter le contexte et les enjeux des élections à venir ainsi que les axes et actions de communication qui viendront nourrir notre campagne.

1. Des risques toujours plus grands sur la démocratie

L'Union européenne a permis de garantir la paix, la démocratie et le progrès économique et social sur notre continent. Un grand nombre d'acquis pour les travailleurs sont le résultat de textes européens et de transpositions de directives comme l'égalité entre les femmes et les hommes, la sécurité et la santé au travail et la liberté de circulation pour les travailleurs...

Lors des deux derniers mandats, l'UE a avancé vers plus de justice sociale, plus de solidarité et plus de durabilité avec plusieurs mesures : le Socle européen des droits sociaux, le Pacte vert, le dispositif de réassurance chômage SURE et le fonds mutualisé NextGenerationEU.

Mais le fonctionnement des institutions européennes est questionné : celles-ci devront se réformer pour rendre plus efficace le processus décisionnel, et rapprocher l'Europe de ses citoyens. La mandature qui se clôture a été marquée par la pandémie de Covid, puis par la guerre en Ukraine. Deux bouleversements majeurs qui ont enclenché des réponses européennes d'une ampleur inédite et ont contribué à lever des tabous, notamment la révision des règles budgétaires, l'emprunt commun ainsi que le besoin de réformer le vote à l'unanimité au sein du Conseil de l'UE.

Pour la CFDT, l'Union européenne représente l'échelon adéquat pour répondre à des défis majeurs comme le changement climatique ou la sauvegarde de la paix et de la démocratie sur notre continent. La CFDT est convaincue que l'Europe peut répondre davantage aux attentes et aux besoins essentiels des travailleurs et des citoyens. Pour ce faire, elle a besoin d'être réformée et de mener des politiques plus ambitieuses.

Or, les sondages, qui annoncent une possible victoire des partis d'extrême droite aux élections européennes, sont plus qu'alarmants. Si on ajoute à cela le nombre de gouvernements européens auxquels participent des partis d'extrême droite, les conséquences risquent d'être irréversibles. Les forces d'extrême droite pourraient devenir des acteurs incontournables dans la composition de la prochaine Commission.

Un tel glissement vers l'extrême droite aurait des effets délétères sur l'agenda politique de l'UE. Cela mettrait en péril la construction européenne avec un risque réel de voir à la fois les acquis européens détricotés et les avancées sociales disparaître.

Le taux de participation à cette élection est aussi un enjeu important, il doit refléter un engagement des citoyens dans la vie politique européenne. Un faible taux de participation, en plus de favoriser l'extrême droite, peut compromettre la légitimité des décisions prises et affaiblir la confiance dans les institutions européennes.

C'est pourquoi la CFDT, consciente de la gravité de la situation, s'inscrit dans la mobilisation du mouvement syndical et de la société civile pour contrer l'extrême droite, autour d'un projet qui protège les travailleuses et les travailleurs.

2. Le projet européen de la CFDT

Malgré les avancées réalisées, nous restons aussi lucides sur les lacunes du projet européen et sur les politiques qui ne répondent pas toujours aux attentes et besoins des travailleurs et citoyens européens. Des leviers existent pour améliorer l'Europe, c'est le sens du projet européen que nous portons.

Une Europe plus démocratique

La CFDT plaide pour une amélioration du fonctionnement des institutions décisionnelles de l'UE en renforçant la transparence et en consolidant la dimension démocratique. Le rôle et les prérogatives du Parlement européen, unique organe élu au suffrage universel direct, doivent être renforcés, en lui attribuant le pouvoir d'initiative législative et en élargissant son rôle de colégislateur dans tous les domaines de la politique européenne.

Le mécanisme décisionnel au Conseil de l'UE doit évoluer vers une extension du vote à la majorité qualifiée sur tous les dossiers afin d'éviter les blocages de certains États, par un droit de véto qui, de fait, bloque certaines décisions essentielles pour l'UE (ex : les positions de la Hongrie sur l'Ukraine). La perspective de l'élargissement de l'UE à l'horizon 2030 rend ces réformes indispensables à la garantie du bon fonctionnement du processus décisionnel de l'UE.

Une Europe plus solidaire

Pour répondre aux défis sociaux, sociétaux et environnementaux, auxquels l'Europe doit faire face, il est nécessaire d'œuvrer pour des politiques capables de transformer le modèle économique. Les politiques d'austérité menées lors de la crise de 2008-2011 ont eu un impact délétère sur la montée de l'euroseptisme. À l'inverse, la politique de relance menée lors de la crise COVID a en partie réconcilié les citoyens avec l'Europe.

La CFDT plaide ainsi pour une gestion économique solidaire et tournée vers l'emploi. À cette fin, la CFDT défend le développement d'une taxation européenne juste (sur les grands patrimoines, les transactions financières et les entreprises multinationales), la création d'un fonds européen, mutualisé et permanent, pour les investissements, notamment pour la transition écologique juste.

Enfin, l'introduction d'une procédure contraignante pour la réalisation des objectifs du Socle européen des droits sociaux et du Pacte vert au sein de la gouvernance économique de l'UE afin de rééquilibrer le poids des restrictions des dépenses publiques.

Une Europe plus sociale

L'Europe ne doit pas se résumer à un marché unique. L'intégration politique européenne doit être indissociable du renforcement de l'Europe sociale. Pour la CFDT, construire l'Europe sociale ne se traduit pas seulement par une coordination des différentes politiques ou législations nationales, mais cela passe aussi par la mise en place de politiques et d'outils européens.

La CFDT appelle donc à intégrer le Socle européen des droits sociaux aux Traités européens, mais aussi à une meilleure réglementation pour limiter le recours aux formes de travail précaire, à la construction d'un socle commun de protection sociale européenne avec la création d'une Assurance transitions emplois, et à la création d'un compte individuel de formation européen.

La CFDT appelle également à plus de démocratie au travail, avec un renforcement du cadre légal européen de l'information-consultation et une véritable codétermination aux niveaux national et européen.

Une Europe plus écologique

Pour atteindre son objectif de neutralité carbone à échéance 2050 (avec un jalon intermédiaire à -55% d'émissions d'ici 2030), l'UE doit poser un cadre d'action commun efficace au service d'une transition qui répartisse équitablement les efforts et le coût des transformations à mener. Un cadre qui reconnaît le rôle central des travailleurs et qui développe des filières responsables, à la fois locales et européennes. Cela passe par une conditionnalité sociale et environnementale dans tous les fonds et marchés publics, l'obligation de consultation et participation des travailleurs (et de leurs représentants) dans la transformation écologique des entreprises et l'accompagnement des ménages les plus vulnérables.

Une Europe fidèle à ses valeurs

L'Etat de droit, qui garantit la liberté de la presse, l'accès à une justice indépendante ainsi que la séparation des pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif, est une valeur fondamentale de l'UE. Ces valeurs sont mises à mal dans certains Etats membres. Il faut contrer ces dynamiques dangereuses – et il faut, pour la CFDT, conditionner l'octroi de fonds et d'aides financés par l'UE au respect de l'Etat de droit.

Par ailleurs, la CFDT plaide pour un pacte migratoire qui garantisse la mise en place d'une politique européenne réellement commune en matière d'asile avec des canaux de migration sûrs et réguliers.

3. La CFDT, résolument engagée dans la campagne pour les élections européennes

Résolument engagée pour une Europe ambitieuse, la CFDT compte prendre toute sa part dans la campagne pour les élections européennes.

La stratégie CFDT s'articulera autour de 4 objectifs :

- mettre en lumière les apports concrets de l'Europe aux travailleurs et travailleuses, en organisant notamment des débats.
- promouvoir activement le projet européen porté par la CFDT, auprès des candidates et candidats notamment.
- Nous positionner fermement contre la montée de l'extrême droite en Europe, notamment en révélant son vrai visage en analysant leurs votes au Parlement européen.
- Appeler à voter et à voter pour une Europe plus démocratique, plus écologique, plus sociale, plus solidaire... bref ! plus ambitieuse.

Nous avons 4 mois pour réussir à atteindre ces objectifs, et ce, grâce à un pannel d'outils et d'actions mis à disposition de tou.tes les militant.es de la CFDT (des structures fédératives aux sections).

a. La mobilisation interne

La première priorité est d'outiller nos militantes et militants et d'organiser et animer le débat en proximité, de rendre accessibles nos propositions et celle de la Confédération européenne des syndicats (CES), et de convaincre de l'importance cruciale du vote.

En février :

- Mise en ligne du kit de communication, comprenant affiches appelant au vote + signature mail. Ce kit contient 6 messages, à diffuser tout au long de la campagne.

[A retrouver ici](#)

En mars :

- 19 mars, à 18h : 1^{er} séminaire Je participe (sur 4) « L'Europe c'est nous ! Le rôle de nos élu.es européens ».
- Des fiches thématiques en ligne sur le site CFDT sur les avancées sociales lors de la mandature en cours.
- Argumentaire portant sur le projet CFDT pour l'Europe (pour une Europe plus sociale, démocratique, écologique et fidèle à ses valeurs).
- Mise en ligne d'un vrai/faux sur l'Europe.
- La task force créée à l'occasion de la réforme des retraites sera réactivée afin de pousser la dynamique militante sur les réseaux sociaux.

En avril :

- 9 avril, à 18h, 2^e séminaire Je participe : « Etats des lieux – projet CFDT : Une Europe plus démocratique et sociale – une Europe plus protectrice de l'Etat de droit »
- 16 avril, Un évènement sur la lutte contre l'extrême-droite en partenariat avec la CGT, l'UNSA et la Friedrich Ebert Stiftung.
- 23 avril, à 18h, 3^e séminaire Je participe : « Etats des lieux – projet CFDT : Une Europe écolo et solidaire ! ».
- Mise en ligne d'un argumentaire contre l'extrême droite ainsi que d'un vrai/faux révélant leurs votes au Parlement européen.

En mai :

- Numéro spécial « Europe » du magazine CFDT.
- 14 mai, à 18h, 4^e séminaire Je participe : « L'extrême droite, montrons son vrai visage ! ».

b. La mobilisation en direction des travailleurs et des candidats

Comme indiqué précédemment, cette mobilisation vise à valoriser les acquis de l'Europe auprès du grand public et démontrer ce en quoi l'UE change concrètement la vie au quotidien. Elle a pour objectif enfin d'appeler largement à voter, à voter pour l'Europe et contre l'extrême droite.

Il sera donc possible, pour ce faire, de s'appuyer également sur les éléments ci-dessus. Plus spécifiquement, voici les outils de communication qui seront développés à destination du grand public :

En février :

- Déclinaison des affiches au format réseaux sociaux (disponibles à la même adresse), ainsi qu'un article de présentation de chacune des avancées ([disponible ici](#))

En mars :

- Des visuels « vrai/faux » sur l'Europe à destination des réseaux sociaux.

En avril :

- Des visuels « vrai/faux » sur l'extrême droite à destination des réseaux sociaux.
- Des vidéos sur l'Europe.
- Le 21 avril, une expression directe CFDT (vidéo) sera diffusée sur les chaînes de France Télévision.
- Un live sera organisé sur les réseaux sociaux, avec questions/réponses entre les internautes et la confédération.

En mai :

- 1^{er} mai axé sur l'Europe.
- 22 ou 23 mai : audition des candidates et candidats aux élections européennes dans la salle du CNC, retransmise en direct.

Des rassemblements transfrontaliers en partenariats avec des syndicats européens seront organisés par différentes régions (Grand-Est, Occitanie, Hauts de France, AuRA) entre avril et mai.

Nous avons besoin de chacun et chacune d'entre vous pour réussir notre stratégie, pour relayer nos messages, déconstruire les intox concernant l'Europe, combattre l'extrême droite et convaincre de voter. Nous vous enverrons invitations et outils au fil des mois pour nourrir cette mobilisation.